

## Déclaration CSASD

### 12 septembre 2023

Mesdames et Messieurs les membres du CSASD.

Cette rentrée scolaire 2023 se passe encore une fois dans un contexte de pénurie d'enseignant.es. Le peu d'attractivité de nos professions, tant dans le premier degré que dans le second degré, en raison de la dégradation de nos salaires et de nos conditions de travail, en sont les principales raisons.

En lieu et place d'une augmentation de salaire de 10% on nous renvoie le doublement de la prime ISOE, qui ne rattrape pas l'inflation de ces derniers mois et correspond donc, in fine, à une perte de pouvoir d'achat qui s'additionne à celle des années précédentes. A grand renfort de communication notre administration présente un pacte, qui s'apparente à « travailler plus pour perdre moins ».

La note de service publiée très tardivement (27 juillet) précise les conditions d'exercice et d'attribution des missions du Pacte dans l'enseignement public. Par exemple, dans le second degré, elle précise : « Les parts fonctionnelles doivent être prioritairement allouées dans l'objectif de répondre au besoin prévisionnel de remplacement, défini par le plan annuel précité. Sauf cas particulier, elle porte sur le remplacement de courte durée ». Pas de remplacement matière par matière. De plus les AED peuvent encadrer « des séquences pédagogiques organisées au moyen d'outils numériques », sans le moindre moyen humain supplémentaire dans les établissements. Le signataire est contraint de « communiquer au chef d'établissement des créneaux fixes d'au moins une heure dans la semaine, durant lesquels il peut être appelé afin d'assurer un remplacement », c'est donc bien une astreinte 36 semaines par an. On constate de fait que l'intérêt pédagogique n'est pas la priorité de ce dispositif qui constitue le bras armé de la réforme du lycée professionnel que nous continuerons à combattre.

Cela s'inscrit aussi dans un contexte de précarité de plus en plus forte de tous les personnels. La multiplication des contractuels rend les personnels de plus en plus dépendants des choix des chefs d'établissement, mettant à mal le statut et l'indépendance attachés à la qualité de fonctionnaire. Cette précarité est encore plus marquée chez nos collègues AESH, dont la CDI-sation ne cache pas l'absence de statut, les horaires délirants, le salaire honteux et les conditions de travail toujours plus inacceptables avec la mutualisation. Nous continuons de réclamer un statut de fonctionnaire de catégorie B pour nos collègues AESH.

Nous regrettons que les vrais problèmes de l'Éducation Nationale aient été occultés par des écrans de fumée racistes et réactionnaires avec les épisodes de l'abaya et de l'uniforme à l'école. Le ministère préfère parler à l'extrême droite que s'occuper de l'école. Concernant l'abaya « 298 filles se sont présentées à l'école avec une abaya » (Ministère de l'Éducation Nationale), sacrée attaque contre la République. Pendant ce temps, selon l'Unicef, au moins 1990 enfants sans solution d'hébergement avant la rentrée scolaire et à Mayotte, des milliers de jeunes sont privés d'école chaque jour du fait de coupures d'eau potable. Mais ces problèmes ne semblent pas mériter l'attention de notre ministre.

Concernant les annonces du nouveau ministre de l'Éducation nationale, sur le report des épreuves du Bac en juin, nous prenons acte de la prise en compte, après quatre ans d'alertes de la part des organisations syndicales (dont la CGT Educ'Action), du fait que le calendrier du Bac Blanc était intenable. Nous ne pouvons que déplorer le mal-être et le stress qu'ont vécus les personnels, élèves et familles sur les sessions précédentes et dénoncer une fois encore la répression syndicale qu'ont subie certains personnels qui avaient lutté de façon tout à fait légitime contre cette réforme. Maintenant c'est l'ensemble de la réforme et Parcoursup qu'il faut abroger.

Toutes les annonces restantes vont dans le mauvais sens. Qu'il s'agisse de la provocation que constitue la formation hors temps de travail ou encore la reprise le 20 août, on constate que le Président et le Gouvernement semblent continuer de penser que nous travaillons trop peu. Nous leur rappelons que nous travaillons en moyenne 43h par semaine selon leurs propres services. La reprise le 20 août ressemble à une mauvaise blague après la canicule que nous venons de vivre et au vu des passoires thermiques que sont nos établissements. Pensez-vous vraiment que nous puissions travailler correctement par 42 degrés ? Cette situation est appelée à se répéter de plus en plus fréquemment, chaque été que nous vivons étant amené à être un des plus frais du reste de notre vie.

Aux choix politiques désastreux s'ajoute l'absence totale de prise en compte des travaux scientifiques dans les annonces en matière pédagogique. L'appel à l'autorité et aux savoirs fondamentaux sont des fausses solutions dont l'inanité a été démontrée depuis des années par les sciences de l'éducation. Une école efficace émancipe et respecte ses élèves, notamment en considérant tous les élèves, et donc aussi ceux issus des milieux populaires, de savoirs complexes et divers. L'école ce n'est pas juste lire, écrire et compter, c'est aussi développer un regard critique sur le monde et disposer des connaissances diverses nécessaires pour le construire.

La vision adéquatiste qui sous-tend la réforme du lycée professionnel ressemble elle aussi davantage à une soumission au lobby patronal qu'à un choix pertinent. Même dans une économie libérale, former les travailleurs pour l'instant T+1 en prenant en compte des besoins exprimés à l'instant T, est une hérésie économique sauf à vouloir stagner. Par ailleurs, nous rappelons que l'enseignement n'a pas vocation à se soumettre aux besoins du marché du travail, nous formons des citoyens et non des travailleurs.

Face à la crise économique, sociale et écologique, il y a urgence à investir massivement dans les services publics, en particulier dans la santé et l'École et rompre avec les politiques libérales de baisse des salaires et de hausse de la précarité.

Pour finir, les moyens mis à votre disposition en cette rentrée scolaire, qui peuvent paraître à priori importants, demeurent aux yeux de la CGT Educ'Action 65 insuffisants pour assurer un service public d'éducation de qualité dans notre département. Nous réaffirmons notre attachement à un service public d'éducation respectueux des travailleurs et des usagers, émancipateur, qui donne à tous les élèves la possibilité de réussir.